

## SANTE PUBLIQUE

La récente affaire Mediator® de Servier en France. Avant elle le cas de Merck et de son anti-inflammatoire Vioxx® (retiré du marché de 80 pays, faisant des milliers de victimes). Pfizer avec le Celebrex®, par ailleurs toujours en vente. Glaxo Smith Kline et l'Avandia® (interdit en Europe et réglementé aux Etats-Unis)...sont autant d'exemples de dérapages commis par une industrie qui place ses intérêts et ceux de ses actionnaires avant ceux du patient. L'objectif premier d'une entreprise privée est de vendre et de faire du profit. Dans le secteur du médicament, la santé publique n'est souvent qu'une question secondaire venant après la rentabilité et les exemples ci-dessus en sont des caricatures. Cependant je m'inquiète, et c'est une des raisons de mon engagement dans le GRAS, du rôle que les entreprises de médicaments jouent dans les processus de décision des programmes concernant la santé. Dans les exemples cités ci-dessus, nous voyons que ces médicaments contestés ont vu leur commercialisation validée par les agences nationales de sécurité sanitaire et obtenu une autorisation de mise sur le marché. En Belgique le Vioxx®, le Celebrex®, l'Avandia® avaient de plus bénéficié d'une décision favorable pour un remboursement par la sécurité sociale alors que les données qui ont justifié leur retrait étaient déjà bien connues. Je trouve inquiétant que la santé publique et l'intérêt général n'ait pas été la préoccupation première dans la décision de mise sur le marché de ces médicaments. La santé publique peut-elle faire bon ménage avec les entreprises ? Sans nul doute, les entreprises du médicament occupent une place importante : la recherche pharmacologique est majoritairement financée par celles-ci, de nombreux experts sont liés de près ou de loin à celles-ci par leur participation aux études notamment\*. Il devient d'ailleurs presque impossible de trouver un chercheur de haut niveau sans conflit d'intérêt. C'est d'ailleurs en raison de cela que le GRAS se bat pour la déclaration et la publication des conflits d'intérêt dans tous les domaines liés à la santé. Mais il apparaît dans les exemples cités au début que les organes de décision de mise sur le marché des médicaments, de leur contrôle, voire de leur remboursement, ne soient pas de façon suffisamment claire les garants de la santé publique et de l'intérêt général. Le lobbying pharmaceutique est aussi un des plus puissants. Il est impératif que le secteur pharmaceutique ne soit pas en position de décider dès qu'il s'agit de santé publique: l'intérêt général ne peut, dans ce cas, être le résultat de compromis avec des intérêts particuliers. C'est souvent la faiblesse de l'Etat ou des Etats qui permet aux entreprises de s'immiscer dans les processus de décision concernant le médicament. Les exemples sont nombreux, je ne les reprendrai pas tous, mais en citerai un : la pression effectuée depuis de nombreuses années par le secteur pharmaceutique au niveau européen afin de pouvoir obtenir le droit d' « informer » elle-même le grand public via les médias au sujet de ses médicaments. Plus d'une fois les Etats et leurs représentants ont été à deux doigts d'accepter cette résolution. Je n'ose imaginer le désastre en terme de santé publique qu'une telle libéralisation engendrerait ! Un des objectifs du GRAS est d'œuvrer pour que la santé publique passe avant tout intérêt particulier. Nos actions visant à rendre publics les conflits d'intérêt dans tous les domaines de la santé et de la formation médicale sont des premiers pas.

Vous trouverez dans ce numéro d'autres facettes de cette problématique au travers des actions décrites et des réflexions de nos auteurs. Bonne lecture.

François Baivier, médecin généraliste, membre du GRAS

\* Il est cependant fort intéressant de savoir que Zantac<sup>®</sup>, Capoten<sup>®</sup>, Zovirax<sup>®</sup>, Vasotec<sup>®</sup> et Prozac<sup>®</sup> étaient les 5 médicaments les plus vendus en 1995... mais 16 des 17 articles qui ont conduit à leur découverte et leur développement émanaient de sources **externes** à l'industrie (Source : National Institutes of Health)